



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômeurs

Question au Gouvernement n° 329

Texte de la question

## SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Jean-Louis Borloo. Monsieur le Premier ministre, cela fait six mois que François Hollande est installé à l'Élysée (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC*), six mois de promesses non tenues, six mois d'annonces sans lendemain : abandon de la renégociation du traité européen, annonce d'un plan de croissance de 120 milliards qui n'existe nulle part, baisse annoncée de la TVA qui s'est transformée en augmentation de la TVA.

M. Guy Geoffroy. Là, vous applaudissez moins !

M. Jean-Louis Borloo. Finalement, la seule annonce qui risque d'être respectée, c'est la plus douloureuse, la plus dramatique : l'annonce de l'augmentation du chômage, réitérée par le président Hollande.

Monsieur le Premier ministre, vous ne pouvez plus vous appuyer sur l'argument de l'héritage. Agissez vite, agissez enfin et réparez les dégâts du mois de juillet ! Appliquez dès maintenant le plan Gallois de 30 milliards d'allègement des charges au lieu de cet obscur crédit d'impôt pour 2014, usine à gaz tellement compliquée que Bercy a prévu un simulateur pour s'y retrouver ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDI et UMP.*)

Nous vous appelons à lancer un plan de relance économique et sociale. Vous ne pouvez plus vous contenter de commenter.

Monsieur le Premier ministre, votre ministre du travail se répand sur les ondes à propos des chiffres du chômage. Vous les avez depuis lundi matin sur votre bureau. Au titre de la transparence républicaine et du respect du Parlement, répondez-nous : quels sont ces chiffres ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances. (*Protestations sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur Borloo, les chiffres du chômage seront communiqués en temps et en heure par le ministre compétent.

Je veux vous répondre sur le fond de votre question : la politique économique et sociale que nous suivons depuis notre arrivée aux responsabilités. (*Exclamations sur les bancs du groupe UDI.*)

C'est vrai que nous sommes là depuis six mois et, en six mois, ce gouvernement a pris plus de décisions, a lancé plus de chantiers, a marqué une cohérence plus forte qu'aucun des gouvernements qui se sont succédé depuis dix ans. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. Jean-Christophe Lagarde. Zéro !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. C'est ce gouvernement qui met en oeuvre une politique de redressement de nos finances publiques dans la justice et qui fait un effort de 30 milliards d'euros pour réduire en 2013 puis résorber les déficits que vous nous avez laissés. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

C'est ce gouvernement qui travaille à la réorientation de la construction européenne.

C'est ce gouvernement qui permet d'apporter des réponses à cette crise que vous avez laissé béante.

C'est ce gouvernement qui met en oeuvre le pacte pour la compétitivité, la croissance et l'emploi.

M. Jean-Christophe Lagarde. Quels sont les chiffres du chômage ?

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Oui, le rapport Gallois, c'est nous qui l'avons demandé.

M. Yves Jégo. Et les chiffres du chômage ? Répondez !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Le rapport Gallois, c'est nous qui suivons ses préconisations. Le rapport Gallois, c'est nous qui le mettons en oeuvre avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, mesure extrêmement simple qui sera votée vite par le Parlement et qui permettra aux entreprises d'ancrer leurs anticipations dès le début 2013 pour commencer à embaucher et à investir.

M. Franck Gilard. N'importe quoi !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. C'est vrai que la situation du chômage est dramatique. C'est vrai qu'elle se dégrade. C'est vrai que cela fait de nombreux mois. Mais il faut du temps pour redresser l'économie française. ("*Les chiffres !*" *sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

Ce temps, c'est celui de la résorption des déficits de crédibilité, de croissance, de confiance que vous nous avez laissés. Faites confiance à la majorité. C'est elle qui mène la politique de redressement du pays face au déclin que vous avez orchestré ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs des groupes écolo et RRDP.*)

M. Jean-Christophe Lagarde. Vous n'avez pas répondu !

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Louis Borloo](#)

**Circonscription :** Nord (21<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 329

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Économie et finances

**Ministère attributaire :** Économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [28 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 novembre 2012](#)